



Versement

1842 W 1 - 65

Identification

Intitulé/Analyse : Construction et entretien des bâtiments de la Direction départementale de la Jeunesse et des sports. Registres de comptabilité du personnel.

Dates extrêmes : 1941-2005

Importance matérielle : 0, 99 m.l.

Contexte

Service producteur : Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations

Service versant : Préfecture de l'Aube

N° d'entrée du versement : 58864

Date d'entrée du versement : 06/12/2019

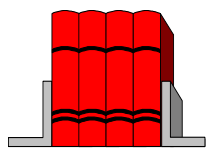
Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : immédiate

Fin communicabilité : 2051

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : 24/07/2020



Présentation

Présentation du contenu du versement

Intérêt du versement

La Direction départementale de la Jeunesse et des Sports est un service déconcentré de l'État sous l'autorité du Préfet de l'Aube. Elle est chargée, au niveau du département, de mettre en œuvre la politique de l'État dans les domaines du sport et de la jeunesse (Décret n°94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre chargé de la jeunesse et des sports). En 2009, les DDJS sont supprimées et leurs missions sont transférées aux Directions Départementales de la Cohésion Sociale.

Les locaux aubois de la DDJS se trouvaient, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, dans l'ancienne abbaye Saint-Loup, rue de la Cité à Troyes. Le service intérieur de la Préfecture et le laboratoire d'analyses vétérinaires se situaient dans la même aile du bâtiment.

Dans les années 1970, l'augmentation du personnel et les frais d'entretien coûteux du bâtiment ont motivé le départ du centre-ville et la création de nouveaux locaux excentrés. Les premières études de faisabilité et recensement des besoins ont vu le jour au début de la décennie. Les bâtiments de la Préfecture ont été agrandis pour accueillir son service intérieur tandis que la DDJS et le laboratoire d'analyses vétérinaires ont fait l'objet de création de bâtiments indépendants sur le site de la Cité des Vassaulles. Ils y rejoignent ainsi le Centre d'Information et d'Orientation, la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales et la Direction départementale du Temps Libre.

La construction du nouveau bâtiment de la DDJS commence en 1977 pour une installation au 1^{er} septembre 1979 sur un terrain appartenant au Département. Celui-ci le concède gracieusement à la Préfecture tout en acceptant la mission de maîtrise d'ouvrage.

Les premières cotes de ce fonds sont consacrées aux étapes de ce changement de localisation, organisation des travaux, déménagement, etc. (plans, études, etc.).

Les cotes suivantes sont relatives aux registres de comptabilité - les premiers datent des années 1940 - des Ressources humaines. Diverses références d'acquisition y sont annotées : achat de gros et petit mobilier, aménagement de bureau, travaux, entretien du bâtiment ; mais aussi indemnités du personnel, aides aux petites structures pour le développement du sport et des activités de loisirs envers le jeune public, etc.

Sources complémentaires aux Archives départementales de l'Aube

1603 W 1-769 : Direction départementale de la Jeunesse et des sports. Déclarations des centres de loisirs sans hébergement et des centres de vacances avec hébergement de l'Aube. 1999-2001.

1791 W 1-75 : Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Aube. Politique de la ville. Jeunesse, sport et vie associative. 1992.

Liste des abréviations

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières.

CR : Compte-rendu.

DDCSPP : Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

DDJS : Direction départementale de la jeunesse et des sports.

DRH : Direction des ressources humaines.

PV : Procès-verbal.

TGPE : Tableau général des propriétés de l'État.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. À ce titre, certains documents sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le livre II du Code du patrimoine (art. L 213-2).

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008.

Les archives publiques sont communicables de plein droit (art. L. 213-1 du Code du Patrimoine). Cependant, des délais spéciaux - suivant le contenu du document - de 25, 50, 75 ou 100 ans à compter de la date du document, de 25 ans à compter de la date de décès de la personne ou de 120 ans à compter de la date de naissance de la personne sont prévus par l'article L. 213-2 du Code du Patrimoine.

Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

En vertu de la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le Code du patrimoine (art. L 213-2), la majeure partie de ces documents sont communicables immédiatement. Les comptes nominatifs et le registre d'encaissement des chèques sont, au regard de la protection de la vie privée, communicables après un délai de 50 ans.



Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1-16	Construction et entretien des bâtiments de la Direction départementale de la jeunesse et des sports.	1957-2008
2-10	Construction d'un nouveau bâtiment.	1970-2006
11-16	Gestion des bâtiments.	1976-2008
17-65	Registres de comptabilité	1941-2000
17-28	Registres de la comptabilité gérée par la Préfecture de l'Aube et le Rectorat de Reims.	1942-1974
29-31	Registres de la comptabilité gérée par la Préfecture de l'Aube.	1975-1979
32-35	Registres de la comptabilité gérée par le Rectorat de Reims.	1975-1979
36-54	Registres de la comptabilité gérée par la Préfecture de l'Aube et le Rectorat de Reims.	1980-1999
55-58	Comptabilité départementale.	1978-1999
59-60	Subventions. - Programme départemental d'équipement sportif et d'éducation populaire ou socio-éducatif : aide à la construction ou à l'aménagement d'infrastructure.	1988-1994
61-65	Autres registres.	1941-2000

- 1842 W 1 - 65 Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations. Construction et entretien des bâtiments de la Direction départementale de la jeunesse et des sports (1974-2005), registres de comptabilité (Ressources Humaines, 1941-2000).
1941 - 2008
- 1842 W 1 - 16 Construction et entretien des bâtiments de la Direction départementale de la jeunesse et des sports.
1957 - 2008
- 1842 W 1 Ancien évêché de Troyes. - Gestion de l'immeuble : convention, bail, renouvellement et avenant de bail, circulaire, TGPE, enquête sur le patrimoine immobilier du ministère de l'Éducation nationale, recensement des besoin en locaux, révision des loyers, crédit de fonctionnement, correspondance (1957-1980) ; personnel : besoin en effectif, organigramme, stationnement des véhicules, ouverture au public (1972-1973) ; projet d'action du département (1962-1974).
1957 - 1980
- 1842 W 2 - 10 Construction d'un nouveau bâtiment.
1970 - 2006
- 1842 W 2 Études préliminaires. - Projet de construction : justification du déménagement, état des surfaces locaux nécessaires à l'implantation, intégration de la DDJS à la Cité administrative, accord du préfet pour le transfert de la DDJS ; architecture : schémas d'organisation et plans (1973, 1977, 1981).
1970 - 1981
- 1842 W 3 Relogement des bâtiments de la DDJS. - Préparation du programme de construction des nouveaux locaux de la Cité administrative des Vassaulles : PV, CR de réunion, note, rapport d'étude du plan d'occupation des sols, règlement du concours portant sur les programmes immobiliers à construire dans la Cité administrative des Vassaulles, correspondance.
1975 - 1977
- 1842 W 5 Prévion des dépenses pour les frais de fonctionnement. - État des locaux : annexe à la circulaire du relogement, programme de construction, commande d'ameublement, fourniture et décoration, déménagement, mise en place du standard téléphonique, demande d'abonnement à une boîte postale.
1972 - 1979
- 1842 W 6 Aide au financement. - Conventions avec le département : arrêtés, affectation d'un crédit pour l'aide au relogement, répartition annuelle des dépenses

	de fonctionnement, prise en charge des frais d'entretien et de fonctionnement et avenant, délégation de la maîtrise d'œuvre pour la construction du bâtiment, frais engagés par le département, dépense de chauffage, mise à disposition des services, CCTP d'exploitation des chaufferies dans divers bâtiments départementaux.	1977 - 2006
1842 W 7	Cote cadastrale.	1973 - 1996
1842 W 8	Descriptif des locaux : plans de l'architecte, surface, convention relative à la construction du bâtiment de la DDJS.	1976 – 1997
1842 W 9	Déménagement des locaux, choix de l'entreprise : organisation, offre, devis.	1979
1842 W 10	Mobilier acquis au 1 ^{er} septembre 1982 par la direction départementale du temps libre : demande d'inventaire du ministère du temps libre, liste de matériel dressée.	1982
1842 W 11 - 16	Gestion des bâtiments.	1976 - 2008
1842 W 11	Schéma départemental d'implantation des services de l'État. - Patrimoine immobilier : extraits de PV des délibérations du Conseil Général, convention relative à la construction du bâtiment de la DDJS, arrêtés, notification d'affectation d'autorisation de programme, étude de la politique immobilière des services de l'État, signalisation interne de la Cité administrative, mise à jour du schéma (1995), correspondance.	1976 - 2001
1842 W 12	Évaluation du parc immobilier de l'État, mise à jour du TGPE.	2003 - 2004
1842 W 13	Fonction comptable de l'État. - Campagne d'inventaire du parc immobilier : fichier de procédure, déclaration de conformité, grille de contrôle.	2006 - 2008
1842 W 14	Rapport annuel sur l'énergie.	1991 - 1993
1842 W 15	Mise à disposition du matériel : enquête de recensement des besoins, demande de renouvellement voiture de service et d'achat de petit matériel,	

	aménagement des locaux, renseignement général sur le bâtiment.	1993 – 1994
1842 W 16	Étude d'impact relative à l'accessibilité du cadre bâti : instruction, notice, réponse.	2005
1842 W 17 ~ 65	Registres de comptabilité	1941 - 2000
	Dossier-type. Les registres sont divisés en plusieurs chapitres et lignes budgétaires : sommes mandatées et engagées, budget prévisionnel, crédits et dépenses, subventions, frais d'installation et d'entretien du bâtiment (travaux, inventaire du mobilier), traitement du personnel titulaire et non titulaire (versement de salaires, frais de mission, paiement des heures supplémentaires, indemnité de résidence), prestations sociales (allocations familiales, prénatales, logement), location d'infrastructures (piscines, stades), subventions de loisirs (classes de neige, colonies de vacances, initiation à l'aviron, activités de plein air, frais de transport des élèves, frais de stages, budget allouées aux classes sport-études), etc. Certains registres contiennent en plus des justificatifs de paiement (1946-1972).	
1842 W 17 ~ 28	Registres de la comptabilité gérée par la Préfecture de l'Aube et le Rectorat de l'Académie de Reims.	1942 - 1974
1842 W 17	Années 1942 à 1944.	1942 - 1944
1842 W 18	Années 1946 à 1955.	1946 - 1955
1842 W 19	Années 1947 et 1948.	1947 - 1948
1842 W 20	Années 1953 à 1955.	1953 - 1955
1842 W 21	Années 1959 et 1960.	1959 - 1960
1842 W 22	Années 1961 et 1962.	1961 - 1962
1842 W 23	Années 1963 et 1964.	1963 - 1964
1842 W 24	Années 1965 à 1967.	1965 - 1967

1842 W 25	Années 1968 à 1970.	1968 - 1970
1842 W 26	Années 1971 et 1972.	1971 - 1972
1842 W 27	Années 1972 et 1973.	1972 - 1973
1842 W 28	Années 1974.	1974
1842 W 29 - 31	Registres de la comptabilité gérée par la Préfecture de l'Aube.	1975 - 1979
1842 W 29	Année 1975 et 1976.	1975 - 1976
1842 W 30	Année 1977.	1977
1842 W 31	Année 1978 et 1979.	1978 - 1979
1842 W 32 - 35	Registres de la comptabilité gérée par le Rectorat de Reims.	1975 - 1979
1842 W 32	Années 1975 et 1976.	1975 - 1976
1842 W 33	Année 1977.	1977
1842 W 34	Année 1978.	1978
1842 W 35	Année 1979.	1979
1842 W 36 - 54	Registres de la comptabilité gérée par la Préfecture de l'Aube et le Rectorat de l'Académie de Reims.	1980 - 1999
1842 W 36	Année 1980.	1980
1842 W 37	Année 1981.	1981
1842 W 38	Année 1982.	1982

1842 W 39	Année 1983.	1983
1842 W 40	Année 1984.	1984
1842 W 41	Année 1985.	1985
1842 W 42	Année 1987.	1987
1842 W 43	Année 1988.	1988
1842 W 44	Année 1989.	1989
1842 W 45	Année 1990.	1990
1842 W 46	Année 1991.	1991
1842 W 47	Année 1992.	1992
1842 W 48	Année 1993.	1993
1842 W 49	Année 1994.	1994
1842 W 50	Année 1995.	1995
1842 W 51	Année 1996.	1996
1842 W 52	Année 1997.	1997
1842 W 53	Année 1998.	1998
1842 W 54	Année 1999.	1999
1842 W 55 - 58	Comptabilité départementale.	1978 - 1999

Dossier-type. Les registres sont divisés en plusieurs chapitres : attribution de bourses, subventions, aide aux associations et aux

établissements scolaires, financement de postes d'animateurs sportifs.

Certains registres contiennent des tableaux de report budgétaire.

1842 W 55	Année 1978.	1978
1842 W 56	Années 1983 à 1988	1983 - 1988
1842 W 57	Années 1989 à 1994.	1989 - 1994
1842 W 58	Années 1995 à 1999.	1995 - 1999
1842 W 59 - 60	Subventions. - Programme départemental d'équipement sportif et d'éducation populaire ou socio-éducatif : aide à la construction ou à l'aménagement d'infrastructure.	1988 - 1994
1842 W 59	Années 1988 à 1991.	1988 - 1991
1842 W 60	Années 1992 à 1994.	1992 - 1994
1842 W 61 - 65	Autres registres.	1941 - 2000
1842 W 61	Inventaire du matériel des structures départementales gérées par la DDJS.	1941 - 1969
1842 W 62	État des sommes à payer au personnel : minutes (1946-1948), arrêtés de nomination (1943-1947).	1943 - 1948
1842 W 63	Comptabilité du personnel : indemnisations, titulaires, moniteurs, saisonniers, heures supplémentaires, vacations.	1964 - 1974
1842 W 64	Comptes nominatifs : traitement, salaire, acompte, bourse, indemnité.	1969 - 1977
1842 W 65	Enregistrement des chèques : prix aux jeunes musiciens, bourses aux animateurs de colonies de vacances.	1977 - 2000